

SOUS LA DIRECTION DE
JACQUES REVEL

JEUX D'ÉCHELLES

*La micro-analyse
à l'expérience*

HAUTES ÉTUDES

GALLIMARD
LE SEUIL

NC

JEUX D'ÉCHELLES

8° R

118255

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

2126623

30

Jeux d'échelles

La micro-analyse à l'expérience

Textes rassemblés et présentés par Jacques Revel

HAUTES ÉTUDES



GALLIMARD
LE SEUIL

DL-04 03 1996 09002

Jeux d'échelles

La micro-analyse de l'échelle

Jacques Tassinari et Yves Tassinari ont dirigé l'ouvrage

ISBN : 2-02-028773-0

© SEUIL/GALLIMARD, MARS 1996

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.



Présentation

Ce volume est né d'un travail de séminaire. En 1991, le ministère de la Recherche et de la Technologie a pris l'initiative d'organiser un colloque qui devait confronter (entre autres) historiens et anthropologues autour d'un libellé assez large, « Anthropologie contemporaine et anthropologie historique ». La chose n'avait rien de bien original. Tout au long des années 1970 et 1980, de telles rencontres avaient été fréquentes. Les questions et les démarches des ethnologues exerçaient une durable fascination sur les historiens, comme l'avaient fait auparavant celles des géographes puis celles des économistes : l'affirmation de l'anthropologie historique a été le produit de cet investissement et d'une tentative d'hybridation qui apparaît, après coup, moins homogène peut-être qu'il ne semblait aux protagonistes de cette aventure. La réunion disciplinaire qui s'est alors opérée a couvert beaucoup de choses, souvent hétérogènes, parfois contradictoires, de vraies expériences de recherche et aussi de fausses nouveautés. Ce n'est pas ici le lieu d'en dresser un bilan, qui serait d'ailleurs prématuré. Que le jugement porté soit positif ou qu'il soit résolument négatif, comme l'exemple nous en a récemment été donné, nul ne saurait nier qu'une bonne part du renouvellement des interrogations et des objets des historiens ait été, pour le meilleur et pour le pire, le résultat de cette rencontre qui n'a pas cessé aujourd'hui de produire des effets. Le mouvement a été particulièrement sensible en France, mais il est largement attesté dans l'historiographie internationale, où il présente les mêmes traits caractéristiques : une remarquable générosité intellectuelle portée par une sensibilité diffuse, un cadre de références théoriques assez lâche, une pratique souvent sauvage de l'emprunt conceptuel. Il serait abusif de prétendre qu'au zèle nouveau des historiens a répondu un enthousiasme comparable du côté des anthropologues. Le moment structuraliste (et, singulièrement, l'œuvre imposante de Claude Lévi-Strauss) avait fait de leur discipline un modèle et une manière de puissance dominante au sein des sciences sociales. Elle pouvait donc être tentée de se suffire à elle-même et, en tout cas, n'était pas particulièrement encline à s'ouvrir à une perspective historique. Toute généralisation serait pourtant abusive. En tant qu'idéologie scienti-

fique prescriptive, le structuralisme a commencé de céder du terrain dès le milieu des années 1970. Il n'avait d'ailleurs pas empêché que se développent des expériences de recherche résolues à prendre en compte la dimension du temps social : qu'il suffise de penser aux travaux, par ailleurs si dissemblables, de Nathan Wachtel sur les communautés andines, de Jean-Pierre Vernant ou de Marcel Detienne sur le monde grec, d'Emmanuel Terray sur les royaumes africains. Les exemples seraient bien plus nombreux dans le monde anglo-saxon : l'œuvre de Marshall Sahlins peut servir d'emblème à cette ouverture, qu'elle a d'ailleurs contribué à façonner en profondeur depuis un quart de siècle.

Anthropologues et historiens ont donc pris l'habitude de se lire et de se rencontrer, parfois sur des chantiers définis en commun, plus souvent pour faire le bilan d'une confrontation qui n'a jamais connu de stabilisation véritable (ni, reconnaissons-le, cherché à déboucher sur une codification un peu rigoureuse : on pourra y voir, si l'on y tient, une marque de l'empirisme obstiné de la corporation historique). Le colloque qui nous était proposé aurait donc pu n'être qu'une version de plus d'une pièce qui avait été souvent donnée. S'il ne l'a pas été, c'est sans nul doute à ceux qui l'ont organisé, Yves Duroux et Marcel Detienne, qu'il faut en savoir gré. La formule qu'ils avaient imaginée entendait clairement écarter tout état des lieux, au bénéfice d'une dimension résolument problématique. Il s'agissait de repérer une série de lieux et de questions autour desquels les deux disciplines – et, plus largement, l'ensemble des sciences sociales – paraissent redéfinir leurs interrogations et leurs enjeux, éprouver leurs certitudes les mieux acquises, expérimenter des formules inédites. Trois thèmes nous étaient proposés. Le premier portait sur « Les régimes d'historicité et les modèles de temporalité » ; le second était intitulé « Micro-histoire et micro-social » ; le troisième se faisait l'écho des préoccupations récentes sur « L'espace public et les lieux du politique ». Aux intervenants pressentis, il était suggéré de préparer la rencontre par un travail de réflexion en commun dont la formule était laissée à leur initiative et dont les résultats provisoires circuleraient sous forme écrite entre les participants ; ceux-ci seraient à leur tour invités à les commenter et à les critiquer¹. La règle du jeu était, on le voit, claire et souple à la fois. Le pilotage du second thème fut confié à un anthropologue, Gérard Althabe, et à l'historien signataire de ces lignes. D'un commun accord, nous avons alors décidé de donner à cette réflexion la forme d'un séminaire restreint dans le cadre de l'École des hautes études en sciences sociales². Les textes qui suivent en sont le résultat collectif.

1. Six bulletins diffusés par le ministère de la Recherche et de la Technologie ont assuré en 1992 la diffusion et la discussion de ce travail de préparation. Ils ont accueilli les premières versions de plusieurs des textes qui sont rassemblés dans ce livre ainsi que les réactions, nombreuses et argumentées, d'un réseau international d'anthropologues, d'historiens et de sociologues. Le colloque proprement dit s'est tenu au Centre interdisciplinaire de la Vieille Charité (École des hautes études en sciences sociales) à Marseille, en septembre 1992.

2. Ce séminaire a réuni de façon régulière M. Abélès, G. Althabe, A. Bensa, S. Cerutti, M. Gribaudo, B. Lepetit, G. Levi, S. Loriga et J. Revel, auxquels sont venus se joindre, en fin

« Micro-histoire et micro-social » : le libellé du thème qui nous était suggéré renvoyait clairement à la proposition historiographique élaborée par un petit groupe de chercheurs italiens, puis, surtout, mise en œuvre à la fin des années 1970 et dans les années 1980. On le mesurera mieux à la lecture de ce livre : la *microstoria* a joué alors un rôle décisif et que l'on tentera de mieux apprécier. Il faut pourtant se garder d'en donner après coup une version simplifiée et trop univoque, et ce pour trois raisons au moins. D'abord parce qu'en Italie (et hors d'Italie), les thèses des micro-historiens ont, jusqu'à ces toutes dernières années, un accueil parcimonieux et réservé, franchement hostile souvent, que l'on tend à trop oublier aujourd'hui. Ensuite parce que, jusqu'à la traduction du grand livre de Giovanni Levi, *L'Eredità immateriale*, en 1989³, la thématique micro-historique a été presque absente du débat français ; les quelques textes qui avaient circulé auparavant n'avaient, en tout cas, pas suscité d'écho sensible. Cette surdité relative s'explique enfin par la quasi-absence d'un programme unifié et articulé qui aurait dès le départ donné à la micro-histoire le statut d'une proposition alternative et la légitimité d'une école. On s'en expliquera plus longuement : elle n'a recherché ni l'une, ni l'autre de ces dignités ; elle aura d'abord été une expérience de travail, mise en œuvre par des historiens que leur sensibilité et leurs trajectoires rapprochaient mais dont les projets, les terrains et les références théoriques pouvaient être très différents⁴. Il serait donc fallacieux de lui conférer, à quelques années de distance, une force et une cohérence qui n'ont pas été les siennes. Mieux vaut, me semble-t-il, se demander pourquoi ces travaux, somme toute discrets et longtemps méconnus, ont à un moment donné été reçus et ont commencé à produire des effets. Telle était après tout la question sur laquelle nous étions invités à réfléchir.

Elle apparaît d'autant plus pertinente que l'aventure des micro-historiens n'a pas été isolée. Depuis la fin des années 1970, plusieurs entreprises ont cheminé parallèlement – et parfois en s'ignorant. Elles ne sauraient être confondues. Leurs prémisses et les voies qu'elles ont empruntées ont pu être très différentes, certains de leurs attendus contradictoires : ainsi de l'*Alltagsgeschichte*, l'histoire de la vie quotidienne (mieux vaudrait traduire : l'histoire de l'expérience quotidienne) en Allemagne⁵ ; ainsi des multiples

de parcours, P.-A. Rosental et M. Sinarellis. Nous remercions les organisateurs du colloque, et en particulier J.-P. Olivier de Sardan, pour le soutien matériel qu'ils ont généreusement consenti à cette entreprise.

3. G. Levi, *L'Eredità immateriale. Carriera di un esorcista nel Piemonte del Seicento*, Turin, 1985 ; trad. fr., *Le Pouvoir au village. La carrière d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, 1989.

4. L'article d'E. Grendi que nous avons choisi d'ajouter à ce dossier a, entre autres, le mérite de rendre compte de cette diversité et des clivages qui ont pu séparer les différentes pratiques de la micro-histoire.

5. On dispose désormais en français d'un choix de textes représentatifs de ce mouvement historiographique : Alf Lüttdke, ed., *Histoire du quotidien*, trad. fr., Paris, 1994. Une excellente étude, encore inédite, lui a été consacré par M. Lepetit, *L'Alltagsgeschichte : sa genèse et ses enjeux*, Paris, Université de Paris-I, 1994, mémoire de maîtrise, multigr.

tentatives pour apparier histoire et anthropologie que l'on évoquait plus tôt, et plus particulièrement de la fascination qu'a exercée sur bon nombre de chercheurs à travers le monde l'anthropologie interprétative et la *thick description* de Clifford Geertz; ainsi de la réflexion critique sur la conception et les démarches de l'histoire sociale amorcée par les *Annales* dans les dernières années. Gardons-nous, à nouveau, de donner à ces propositions plus d'unité qu'elles n'en ont eue : quels que soient le niveau de leurs exigences et la rigueur de leur formulation, elles ont été contemporaines d'un temps d'anarchie épistémologique dont nous commençons peut-être seulement à sortir. Elles partagent cependant un nombre de traits caractéristiques. Ensemble, elles prennent une distance critique par rapport à l'approche macro-sociale qui, selon des modalités très diverses et souvent tacitement, a longtemps dominé la recherche en histoire et en sciences sociales; ensemble, elles s'efforcent de rendre à l'expérience des acteurs sociaux (le « quotidien » des historiens allemands, le « vécu » de leurs homologues italiens) une signification et une importance face au jeu des structures et à l'efficacité des processus sociaux massifs, anonymes, inconscients, qui ont longtemps paru seuls requérir l'attention des chercheurs. Plus largement, elles nous conviaient toutes à une révision des convictions acquises sur la construction du social telle que la pensent les disciplines qui s'assignent pour tâche de l'étudier. Vaste programme, mené dans un certain désordre, et qui n'a dégagé que progressivement ses propres enjeux. Il a pourtant réussi déjà à déplacer quelques certitudes, voire à leur en substituer de nouvelles. Que l'on ne puisse plus rendre compte aujourd'hui de l'industrialisation ou de l'urbanisation, ou encore de la mobilité géographique ou sociale, comme de phénomènes englobants qui imposeraient leur logique propre aux comportements des individus ou des groupes, c'est probablement une affirmation qui ne choque plus grand monde aujourd'hui. Que l'identité d'une collectivité, celle d'une profession ou celle d'une classe, ne puisse plus être considérée comme allant de soi ou être fondée sur la seule description statistique de propriétés communes, indépendamment des trajectoires et de l'expérience sociale des membres qui les composent, cela aussi peut sembler acquis – même si le problème reste ouvert de savoir comment articuler de façon rigoureuse le lien entre l'expérience singulière et l'action collective. Les tentatives que l'on confronte ici peuvent donc être comprises d'abord comme les symptômes d'une insatisfaction face à l'usure des paradigmes scientifiques qui avaient inspiré de larges pans de la recherche en sciences sociales depuis la fin du XIX^e siècle. Ceux-ci privilégiaient le plus souvent des démarches de type macro-analytique. Le choix d'une approche micro-analytique s'est donc présenté comme une expérimentation alternative.

Que se passe-t-il si, par convention, on change la focale de l'objectif en grossissant l'objet de l'observation? Le pari était de faire apparaître une autre trame, une autre organisation du social. Il n'allait pas de soi. Les critiques n'ont d'ailleurs pas manqué, qui reprochaient aux micro-analystes de céder à

la mode du (*small is beautiful*) voire à la tentation d'un nouvel irrationnalisme ; ou, entre autres gracieusetés, de s'enfermer volontairement dans un « placard à balais », pire, de « tendre un microphone à des fourmis ». Laissons là ces railleries. Si excessives qu'elles soient dans leur formulation, elles traduisent une réticence forte à l'égard de stratégies de recherches qui ont pris le contrepied d'une tradition scientifique puissante, articulée, et qui, il importe de ne pas l'oublier, s'est montrée d'une exceptionnelle fécondité. L'approche micro-analytique a mis en cause des convictions d'autant plus fortes qu'elles se paraient des avantages de l'évidence et de la simplicité. Celle, par exemple, qui veut que l'importance d'un phénomène soit, en quelque sorte, proportionnelle à sa taille. Raymond Queneau en a donné une plaisante illustration dans le dialogue qui, dans *Les Fleurs bleues*, confronte à son chapelain le duc d'Age partant pour la guerre :

« Le duc d'Age se frotta les mains en manifestant tous les signes de la plus vive satisfaction, puis, brusquement, sa mine devint soucieuse.

– Et cette histoire universelle à propos de laquelle je t'ai, il y a bien longtemps déjà, interrogé, j'attends toujours ta réponse.

– Que voulez-vous savoir au juste ?

– Ce que tu penses de l'histoire universelle en général et de l'histoire générale en particulier. J'écoute.

– Je suis bien fatigué, dit le chapelain.

– Tu te reposeras plus tard. Dis-moi, ce Concile de Bâle, est-ce de l'histoire universelle ?

– Oui-da. De l'histoire universelle en général.

– Et mes petits canons ?

– De l'histoire générale en particulier.

– Et le mariage de mes filles ?

– À peine de l'histoire événementielle. De la micro-histoire, tout au plus.

– De la quoi ? hurla le duc d'Age. Quel diable de langage est-ce là ? Serait-ce aujourd'hui ta Pentecôte ?

– Veuillez m'excuser, messire. C'est, voyez-vous, la fatigue. Et l'énervement. Ces boulets sont terribles : diabolique invention !⁶ »

Comme le chapelain Onésiphore, nous partageons tous spontanément la conviction qu'il existe une grande et une petite histoire qu'oppose une hiérarchie d'importance. Elle fut longtemps celle des rois et des grands capitaines ; elle est devenue plus récemment celle des masses et des processus anonymes qui gouverneraient la vie des hommes. Nous acceptons aussi volontiers l'idée qu'à de grands effets correspondent nécessairement de grandes causes. Sophistiqués ou simplifiés, les modèles explicatifs que mettent en œuvre à la fois les sciences sociales et le sens commun renvoient plus ou moins à cette évidence. Or c'est elle qui, de divers côtés, est aujourd'hui mise en question. Il n'est pas certain que les théories du chaos, dont on sait la fortune

6. R. Queneau, *Les Fleurs bleues*, Paris, 1965, p. 84-85.

contemporaine, soient d'un grand secours pour l'historien praticien – même si elles ont au moins le mérite d'attirer son attention sur l'importance et la complexité des processus non linéaires. Mais c'est en ce point que la reprise en compte de l'expérience des acteurs sociaux prend toute sa signification. Elle a longtemps été ignorée parce qu'elle était considérée comme inessentielle. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La plupart des historiographies occidentales se sont attachées depuis lors à rendre leur place à ceux qui n'ont laissé ni nom, ni trace visible, et l'apostrophe célèbre (et si souvent invoquée) de Brecht : « Qui a bâti Thèbes aux sept portes ? », pourrait servir d'exergue à ce vaste effort pour écrire une histoire « vue d'en bas ». Un tel projet peut toutefois se concevoir en termes fort différents. Il peut, et cela aura été la voie la plus fréquemment empruntée, être pensé comme une tentative pour appréhender des ensembles, pour caractériser des comportements globaux et moyens. Il peut aussi, et c'est la préoccupation que partagent ces nouvelles approches, s'assigner pour tâche de rendre compte de la logique et de la signification de ces expériences dans leur singularité. Non pour céder à nouveau au vertige de l'individuel, voire de l'exceptionnel, mais avec la conviction que ces vies minuscules participent elles aussi, à leur place, de la « grande » histoire dont elles livrent une version différente, discrète, complexe. Le problème n'est pas tant ici d'opposer un haut et un bas, les grands et les petits, que de reconnaître qu'une réalité sociale n'est pas la même selon le niveau d'analyse – ou, comme on le dira souvent dans ce livre, l'échelle d'observation – où l'on choisit de se situer. Des phénomènes massifs, que nous sommes habitués à penser en termes globaux, comme la croissance de l'État, la formation de la société industrielle, peuvent être lus en termes tout différents si l'on tente de les appréhender à travers les stratégies individuelles, les trajectoires biographiques, individuelles ou familiales, des hommes qui leur ont été confrontés. Ils n'en sont pas moins importants pour autant. Mais ils sont construits autrement.

Il n'est pas surprenant que des historiens aient rencontré en ce point la réflexion des anthropologues. L'expérience de terrain, telle au moins qu'on l'imagine de l'extérieur, n'est-elle pas une illustration exemplaire de la démarche que les premiers tentaient de définir ? Elle consiste après tout à prendre au sérieux une poussière d'informations et à chercher à comprendre comment ce détail individuel, ces bribes d'expériences, donnent accès à des logiques sociales et symboliques qui sont celles du groupe, voire celles d'ensembles beaucoup plus larges. Telle était en tout cas la vision que les historiens parmi nous, lecteurs attentifs de leurs travaux, avaient du travail des ethnologues. Les choses sont apparues un peu moins simples et nous avons découvert, tout au long de ce travail commun, que les préoccupations de nos partenaires recoupaient les nôtres (ce qui ne signifie pas qu'elles aient été exactement les mêmes, ni symétriques). Le choix de faire toute sa place à l'historicité des configurations étudiées – celle des acteurs, celle des situations relationnelles, celle des énoncés – a sans nul doute été déterminant dans ce

rapprochement. Pas seulement parce qu'il parlait d'histoire à des historiens. Plus important a sans doute été, venant d'une discipline qui tire légitimement une bonne part de son prestige, aujourd'hui, de ses capacités de formalisation et de généralisation, le souci de réfléchir aussi en d'autres termes que ceux d'une totalisation implicite ; de privilégier l'expérience des acteurs en reconstruisant autour d'elle le contexte (ou plutôt les contextes) qui lui donne sens et forme. Ici non plus, le choix n'est pas alternatif entre une approche qui privilégie l'identification de systèmes symboliques généraux, voire universels, et une autre qui tenterait de saisir ce qui se joue dans le procès inachevé d'une histoire. Mais il est bon de reconnaître que les deux opérations induisent des constructions différentes du social.

Les textes qui suivent peuvent donc être considérés comme autant de variations sur ces thèmes. Tous sont signés d'un nom d'auteur, mais tous ont été discutés en commun. Ils traitent d'objets fort divers mais tous, je crois, partagent le même souci de l'expérimentation : que se passe-t-il si, par hypothèse, on modifie les conditions de l'observation et de l'analyse qu'elles rendent possible ? Tous aussi font le pari de la complexité, portés par la conviction que le caractère intensif de la démarche micro-analytique a pour premier mérite de nous aider à mieux saisir l'enchevêtrement des logiques sociales, à mieux résister aussi à la tentation d'une réification des actions et des relations ainsi que des catégories qui nous permettent de les penser. On n'en déduira pas pour autant que ceux qui ont accepté de tenter ensemble cette expérience sont d'accord sur tous les points, il s'en faut de beaucoup. Leur culture disciplinaire, leurs instruments techniques, leurs manières de travailler ne sont pas les mêmes, et c'était d'ailleurs un des intérêts de cette confrontation. Mais il y a plus. On s'en rendra compte à la lecture de ces pages : deux positions essentielles s'esquissent entre nous, quant aux rapports entre approches micro- et macro-analytique. La première, qui est celle du signataire de ces lignes (et aussi celle de M. Abélès, d'A. Bensa, de B. Lepetit), voit dans le principe de la variation d'échelle une ressource d'une exceptionnelle fécondité, parce qu'elle rend possible la construction d'objets complexes et donc la prise en compte de la structure feuilletée du social. Elle pose du même coup qu'aucune échelle n'a de privilège sur une autre, puisque c'est leur mise en regard qui procure le plus fort bénéfice analytique. La seconde position, qu'illustrent les textes de M. Gribaudi, de S. Cerutti, de P.-A. Rosental, et qui trouve en particulier son inspiration dans l'œuvre de l'anthropologue F. Barth, peut être dite fondamentaliste (par opposition à la première qui serait relativiste). Elle pose que, dans la production des formes et des relations sociales, le « micro » engendre le « macro » et défend donc un privilège absolu du premier puisque c'est à ce niveau que, selon eux, « opèrent les processus causaux efficaces ». Il y a là un débat de fond, qui n'est en rien théologique et qui n'est d'ailleurs pas stabilisé. Il ne servirait à rien de le durcir, mais il serait vain de prétendre l'ignorer. La fécondité de chacune de ces

propositions permettra peut-être un jour de les départager ; le travail de la recherche rendra plus sûrement possible d'en reformuler les enjeux. Dans l'immédiat, il nous a semblé utile de maintenir le désaccord ouvert et de le soumettre à ceux qui voudront bien nous prêter attention. Il est une manière de marquer que ce livre est, comme il entendait l'être, le produit d'une réflexion en cours et qu'il leur propose autant de questions que de réponses.

Jacques Revel

Micro-analyse et construction du social

1. La démarche micro-historique est devenue, ces dernières années, l'un des lieux importants du débat épistémologique entre les historiens. Cette affirmation énoncée, il convient aussitôt d'en limiter la portée : car le débat évoqué est resté concentré à l'intérieur d'un nombre relativement restreint de groupes, d'institutions, de chantiers de recherche (dont la cartographie serait d'ailleurs intéressante à faire). Il faut reconnaître, en outre, que l'interprétation et les enjeux du choix micro-historique n'ont pas été conçus partout en termes homologues, tant s'en faut. Pour n'en prendre qu'un exemple, on confrontera et on opposera la réception américaine et la version française du débat. La première est centrée sur le « paradigme de l'indice » naguère proposé par Carlo Ginzburg et elle s'est, pour une bonne part, définie comme un commentaire de l'œuvre de celui-ci¹. La seconde appréhende plutôt la micro-histoire comme une interrogation sur l'histoire sociale et sur la construction de ses objets². Ces modulations particulières du thème micro-historique sont, en vérité, déjà présentes dans les travaux des historiens italiens qui ont les premiers tenté l'expérimentation de cette démarche, même si elles sont soulignées dans ses reformulations ultérieures. Elles ne sont pas gratuites ni indifférentes. Chacune d'elles renvoie à une configuration historiographique spécifique à l'intérieur de laquelle le thème a joué à la manière d'un révélateur. Ce n'est pas le lieu ici d'en entreprendre le repérage et l'analyse ; mais il convient de reconnaître que les pages qui suivent ne donnent qu'une des versions possibles du débat actuellement en cours.

1. Carlo Ginzburg, « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, 6, 1980, p. 3-44 (1^{re} éd. Turin, 1979). Un bon exemple récent de cette réception américaine est l'introduction d'Edward Muir, « Observing Trifles », au recueil composé par Edward Muir et Guido Ruggiero, *Microhistory and the Lost Peoples of Europe*, Baltimore-Londres, Johns Hopkins University Press, 1991, p. vii-xxviii.

2. Je renvoie sur ce point à la présentation que, sous le titre « L'histoire au ras du sol », j'ai donnée à la traduction française du livre de Giovanni Levi, *Le Pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989, p. i-xxxiii (1^{re} éd. Turin, 1985) ; voir aussi l'éditorial collectif de la rédaction des *Annales*, « Tentons l'expérience », *Annales ESC*, 44 (6), 1989, p. 1317-1323.

La diversité des lectures proposées renvoie sans doute à celle des contextes de réception. Mais elle doit aussi être mise en rapport avec des caractéristiques propres au projet micro-historique lui-même. Celui-ci est né récemment, dans le courant des années 1970, d'un ensemble de questions et de propositions formulées par un petit groupe d'historiens italiens engagés dans des entreprises communes (une revue : *Quaderni storici* ; à partir de 1980, une collection dirigée par C. Ginzburg et G. Levi chez l'éditeur Einaudi : « Microstorie ») mais dont les recherches personnelles pouvaient être fort différentes entre elles. C'est de la confrontation entre ces expériences de recherche hétérogènes, d'une réflexion critique sur la production historique contemporaine, d'une gamme très ouverte de lectures (anthropologiques en particulier, mais aussi dans des domaines moins attendus, comme l'histoire de l'art par exemple) qu'ont peu à peu émergé des formulations (des interrogations, une thématique, des suggestions) communes. Le caractère très empirique de la démarche explique qu'il n'existe guère de texte fondateur, de charte « théorique » de la micro-histoire³. C'est que celle-ci ne constitue pas un corps de propositions unifiées, ni une école, moins encore une discipline autonome, comme on s'est trop souvent empressé de le croire. Elle est inséparable d'une pratique d'historiens, des obstacles et des incertitudes éprouvés au cours de démarches d'ailleurs très diverses, en un mot d'une expérience de la recherche. Ce primat de la pratique renvoie probablement aux préférences instinctives d'une discipline qui se méfie souvent des formulations générales et de l'abstraction. Mais par-delà ces habitudes professionnelles, on peut reconnaître ici un choix volontariste : la micro-histoire est née comme une réaction, comme une prise de position par rapport à un certain état de l'histoire sociale dont elle suggère de reformuler certaines des conceptions, des exigences et des démarches. Elle peut avoir, à cet égard, valeur de symptôme historiographique. ✓

2. L'une des versions dominantes – mais non la seule – de l'histoire sociale est celle qui s'est définie, en France puis assez largement hors de France, autour des *Annales*. La formulation n'en a pas été constante depuis soixante ans. Elle présente malgré tout un certain nombre de traits relativement stables que l'on peut à bon droit référer au programme critique que, un quart de siècle avant la naissance des *Annales*, le durkheimien François Simiand avait élaboré à l'intention des historiens⁴. Simiand leur rappelait les règles de

3. Giovanni Levi, « On Microhistory », in Peter Burke, ed., *New Perspectives on Historical Writing*, Oxford, Polity Press, 1992, p. 93-113. Le texte de C. Ginzburg, « Signes, traces, pistes », cité *supra* n. 1, a certainement eu l'ambition de fonder un paradigme historique neuf. Il a connu un très large écho et une vaste circulation internationale. Je ne crois pas, pourtant, qu'il permette de rendre compte de la production micro-historique qui a suivi sa publication.

4. François Simiand, « Méthode historique et science sociale », *Revue de synthèse historique*, 1903 ; sur l'importance de la matrice durkheimienne aux origines des *Annales*, cf. J. Revel, « Histoire et sciences sociales. Les paradigmes des *Annales* », *Annales ESC*, 34 (6), 1979, p. 1360-1376.

la méthode sociologique destinée, selon lui, à régir une science sociale unifiée et dont les différentes disciplines ne proposeraient plus que des modalités particulières. Il importait de se détourner, désormais, de l'unique, de l'accidentel (l'individu, l'événement, le cas singulier) pour s'investir dans ce qui seul pouvait faire l'objet d'une étude scientifique : le répétitif et ses variations, les régularités observables à partir desquelles il serait possible d'induire des lois. Ce choix initial, très largement repris à leur compte par les fondateurs des *Annales* puis par leurs successeurs, fait comprendre les caractères originaux de l'histoire sociale à la française : le privilège donné à l'étude des agrégats les plus massifs possibles ; la priorité accordée à la mesure dans l'analyse des phénomènes sociaux ; le choix d'une durée suffisamment longue pour rendre observables des transformations globales (avec, pour corollaire, l'analyse de temporalités différentielles). De ces exigences de départ, un certain nombre de conséquences découlaient qui ont durablement marqué les procédures mises en œuvre. Le choix de la série et du nombre requerrait l'invention de sources adéquates (ou le traitement *ad hoc* de sources traditionnelles), mais aussi la définition d'indicateurs simples ou simplifiés qui, du document d'archives, serviraient à abstraire un nombre limité de propriétés, de traits particuliers dont on s'assignait pour tâche de suivre les variations dans le temps : des prix ou des revenus au départ, puis des niveaux de fortune, des distributions professionnelles ; des naissances, des mariages, des morts ; des signatures, des titres d'ouvrages ou des genres éditoriaux, des gestes de dévotion, etc. De ces indices, il était désormais possible d'étudier les évolutions particulières ; mais aussi et surtout, comme Simiand l'avait fait avec le salaire puis, en 1933, Ernest Labrousse dans l'*Esquisse*, on pouvait les faire entrer dans la constitution de modèles plus ou moins complexes.

De Simiand et des durkheimiens, Bloch, Febvre, puis, à la génération suivante, Labrousse ou Braudel avaient aussi retenu une sorte de volontarisme scientifique : qu'il n'est d'objet que construit selon des procédures explicites, en fonction d'une hypothèse soumise à une validation empirique. Ces règles de méthode élémentaires ont par la suite donné l'impression d'être parfois perdues de vue. Certes, les procédures de travail se sont faites de plus en plus sophistiquées. Mais, probablement à cause de la dynamique même de la recherche, leur statut d'expérimentation a souvent été oublié. Les objets que se donnait l'historien étaient autant d'hypothèses sur la réalité, mais on a eu de plus en plus tendance à les prendre pour des choses. Cette dérive a, dans certains cas, commencé très tôt⁵. Elle a parfois été dénoncée, à propos de l'histoire des prix, de l'usage des unités spatiales d'observation, des catégories socioprofessionnelles, mais sans que ces mises en garde suffisent à enrayer la tendance générale. Notons aussi que ces démarches s'inscrivaient globale-

5. Cf. Jean-Yves Grenier et Bernard Lepetit, « L'expérience historique. À propos de C. E. Labrousse », *Annales ESC*, 44 (6), 1989, p. 1337-1360.

ment dans une perspective macro-historique qu'elles n'explicitaient ni ne testaient. Ou, plus exactement, elles considéraient que l'échelle d'observation ne constituait pas une des variables de l'expérimentation parce qu'elles supposaient, tacitement au moins, une continuité de fait du social qui autorisait à juxtaposer des résultats dont l'agencement ne paraissait pas faire problème : la paroisse, l'ensemble régional ou le département, la ville ou la profession semblaient ainsi pouvoir servir de cadres neutres, acceptés comme ils étaient reçus, pour l'accumulation de données⁶.

Ce modèle d'histoire sociale est entré en crise à la fin des années 1970 et au début des années 1980, c'est-à-dire, par une étrange ironie, au moment où il apparaissait le plus triomphant, où ses résultats s'imposaient bien au-delà des frontières de la profession et où le « territoire de l'historien » paraissait pouvoir s'élargir indéfiniment. C'est dire que le sentiment d'une crise ne s'est insinué que fort lentement et il n'est d'ailleurs pas certain qu'il soit aujourd'hui majoritaire parmi les historiens. Disons, plus modestement, que c'est alors que la critique du modèle dominant s'est faite plus insistante (même si elle a souvent été menée dans le désordre). Plusieurs ordres de raisons ont contribué à ce retour sur soi. Tandis que l'informatique rendait possible l'enregistrement, le stockage et le traitement de données considérablement plus massives que par le passé, le sentiment s'est imposé à beaucoup que les questionnaires n'avaient pas été renouvelés au même rythme et que les vastes enquêtes quantitatives étaient désormais menacées de rendements décroissants. Dans le même temps, l'affirmation de spécialisations plus marquées tendait à cloisonner de l'intérieur un champ de la recherche qu'on avait pensé définitivement ouvert et unifié. Cette évolution faisait d'autant plus fortement sentir ses effets que, au même moment, les grands paradigmes qui unifiaient les sciences sociales (ou qui, du moins, leur servaient d'horizon de référence) étaient sévèrement mis en cause, et avec eux certaines des modalités de l'échange interdisciplinaire. Le doute qui, dans les mêmes années, a gagné nos sociétés confrontées à des formes de crises qu'elles ne savaient pas comprendre ni même, souvent, décrire, a bien entendu contribué à diffuser la conviction que le projet d'une intelligibilité globale du social devait être – provisoirement au moins – mis entre parenthèses. On ne fait là que suggérer quelques directions de réflexion pour une analyse qui reste tout entière à construire. Elles renvoient à des évolutions dont les points de départ ont pu être fort différents, mais dont les effets sont allés dans le même sens et qui ont, à l'évidence, réagi les unes sur les autres. Toutes ensemble et avec d'autres, sans doute, elles ont contribué à mettre en cause les certitudes d'une

6. Cf. les réflexions très lucides de Jacques Rougerie, « Faut-il départementaliser l'histoire de France ? », *Annales ESC*, 21 (1), 1966, p. 178-193 ; et de Christophe Charle, « Histoire professionnelle, histoire sociale ? Les médecins de l'Ouest au XIX^e siècle », *Annales ESC*, 34 (4), 1979, p. 787-794. Dans le même sens, voir aussi le débat qui s'est amorcé au milieu des années 1970 sur la nature du fait urbain autour de la thèse de Jean-Claude Perrot, *Genèse d'une ville moderne : Caen au XVIII^e siècle*, Paris-La Haye, Mouton, 1975.

approche macro-sociale qui n'avait guère été discutée jusque-là. La proposition micro-historique a été le symptôme de cette crise de confiance en même temps qu'elle contribuait, de façon centrale, à la formuler et à la préciser.

3. Le changement de l'échelle d'analyse est essentiel à la définition de la micro-histoire. Il importe d'en bien comprendre la signification et les enjeux. Comme les anthropologues, les historiens ont l'habitude de travailler sur des ensembles circonscrits, de taille réduite⁷. Ceux-ci ne constituent pas des « terrains » (même si, depuis une vingtaine d'années, la fascination de l'expérience ethnologique s'est exprimée de façon insistante, du côté de l'histoire). Plus prosaïquement, la monographie, forme privilégiée de la recherche, est associée aux conditions et aux règles professionnelles d'un travail : à l'exigence d'une cohérence documentaire ; à la familiarité qui est supposée garantir la maîtrise de l'objet d'analyse ; à une représentation du réel qui paraît souvent requérir l'inscription d'un problème dans une unité « concrète », tangible, visible. Le cadre monographique est habituellement conçu comme un cadre pratique, celui dans lequel on rassemble des données et on construit des preuves (et dans lequel il est recommandé de faire ses preuves, aussi). Mais il est supposé inerte, on l'a dit. Des centaines de monographies ont fourni le socle de l'histoire sociale, bâties à partir d'un questionnaire général. Le problème posé par chacune d'elles n'était pas celui de l'échelle d'observation, mais celui de la représentativité de chaque échantillon par rapport à l'ensemble dans lequel il avait vocation à s'intégrer comme une pièce doit trouver sa place dans un puzzle. Nul doute fondamental, donc, sur la possibilité de situer les résultats de l'enquête monographique par rapport à une moyenne ou à un mode, dans une typologie, etc.

La démarche micro-historienne est profondément différente dans ses intentions comme dans ses procédures. Elle pose en principe que le choix d'une échelle particulière d'observation produit des effets de connaissance et qu'il peut être mis au service de stratégies de connaissances. Faire varier la focale de l'objectif, ce n'est pas seulement faire grandir (ou diminuer) la taille de l'objet dans le viseur, c'est en modifier la forme et la trame. Ou, pour recourir à un autre système de références, jouer sur les échelles de représentation en cartographié ne revient pas à représenter une réalité constante en plus grand ou en plus petit, mais à transformer le contenu de la représentation (c'est-à-dire le choix de ce qui est représentable). Notons d'emblée que la dimension « micro » ne jouit, à cet égard, d'aucun privilège particulier. C'est le principe de la variation qui compte, non le choix d'une échelle particulière.

7. Il serait intéressant de suivre en parallèle la formulation de ces problèmes en histoire et en anthropologie, en repérant les décalages d'une discipline à l'autre : cf. Christian Bromberger, « Du grand au petit. Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France », in I. Chiva et U. Jeggle, eds, *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Éd. de la MSH, 1987, p. 67-94.

Il reste que l'optique micro-historique a connu, toutes ces dernières années, une fortune particulière. La conjoncture historiographique que l'on a brièvement résumée plus haut permet de le comprendre. Le recours à la micro-analyse doit, en premier lieu, être compris comme l'expression d'une prise de distance d'avec le modèle communément accepté, celui d'une histoire sociale qui, depuis l'origine, s'était explicitement ou (de plus en plus) implicitement inscrite dans un cadre « macro ». En ce sens, il a permis de rompre avec des habitudes acquises et il a rendu possible un retour critique sur les instruments et les procédures de l'analyse socio-historique. Mais il a, en second lieu, été la figure historiographique toute pratique à travers laquelle une attention neuve a été portée au problème des échelles d'analyse en histoire (comme cela avait été le cas, un peu auparavant, en anthropologie)⁸.

4. Il convient à ce point de réfléchir sur les effets de connaissance associés au (ou, tout au moins, attendus du) passage à l'échelle « micro ». Partons de quelques-uns des rares textes programmatiques qui ont contribué à dessiner les contours et les ambitions du projet micro-historique. Dans un article publié en 1977, E. Grendi observe que l'histoire sociale dominante, ayant choisi d'organiser ses données à l'intérieur des catégories qui permettent leur agrégation maximale (niveaux de fortune, professions, etc.), laisse échapper tout ce qui relève des comportements et de l'expérience sociale, de la constitution d'identités de groupes, et s'interdit, par sa démarche même, l'intégration de données les plus diversifiées possibles. À cette démarche, il oppose celle de l'anthropologie (anglo-saxonne, pour l'essentiel) dont l'originalité réside, selon lui, « moins dans la méthodologie que dans l'accent significatif qu'elle place sur l'approche holistique des comportements⁹ ». Laissons de côté cette affirmation trop générale et contentons-nous de retenir une préoccupation : développer une stratégie de recherche qui ne se fonderait plus prioritairement sur la mesure de propriétés abstraites de la réalité historique mais qui, à l'inverse, procéderait en se donnant pour règle d'intégrer et d'articuler entre elles le plus grand nombre de ces propriétés. Ce parti se voit confirmé, deux ans plus tard, dans un texte un peu provocateur de C. Ginzburg et C. Poni¹⁰ qui propose de faire du « nom » – du nom propre, c'est-à-dire du repère le plus individuel, le moins répétable qui soit – le

8. Il convient de souligner ici l'importance qu'a eue pour plusieurs des micro-historiens, par-delà l'influence la plus générale de l'anthropologie anglo-saxonne, la réflexion de Fredrik Barth (cf. F. Barth, ed., *Scale and Social Organization*, Oslo-Bergen, Universitetsforlaget, 1978 ; *Process and Form in Social Life*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1981).

9. Edoardo Grendi, « Micro-analisi e storia sociale », *Quaderni storici*, 35, 1977, p. 506-520 ; voir aussi, du même auteur, sa présentation de *Famiglia e comunità*, n° sp. de *Quaderni storici*, 33, 1976, p. 881-891.

10. Carlo Ginzburg, Carlo Poni, « La micro-histoire », *Le Débat*, 17, 1981, p. 133-136 (trad. fr. partielle de « Il nome e il come. Mercato storiografico e scambio disuguale », *Quaderni storici*, 40, 1979, p. 181-190).

marqueur qui permettrait de construire une modalité nouvelle d'une histoire sociale attentive aux individus saisis dans leurs relations à d'autres individus. Car le choix de l'individuel n'est pas ici pensé comme contradictoire avec celui du social : il doit en rendre possible une approche différente en suivant le fil d'un destin particulier – celui d'un homme, d'un groupe d'hommes – et avec lui la multiplicité des espaces et des temps, l'écheveau de relations dans lesquelles il s'inscrit. Les deux auteurs sont, ici encore, obnubilés par « la complexité des rapports sociaux reconstruits par l'anthropologue dans son travail de terrain [qui] contraste avec le caractère unilatéral des données archivistiques sur lesquelles l'historien travaille [...] Mais si le terrain de la recherche est suffisamment circonscrit, les séries documentaires particulières peuvent être superposées dans la durée comme dans l'espace, permettant ainsi de retrouver le même individu dans des contextes sociaux différents¹¹ ». C'est au fond le vieux rêve d'une histoire totale, mais cette fois construite à partir de la base, que retrouvent Ginzburg et Poni. Elle est à leurs yeux inséparable d'une « reconstitution du vécu » : à cette formulation un peu lâche et finalement ambiguë, on peut préférer le programme d'une analyse des conditions de l'expérience sociale, restituées dans leur plus grande complexité.

Non plus abstraire mais, dans un premier temps, enrichir le réel si l'on veut, en prenant en compte les aspects les plus diversifiés de l'expérience sociale. C'est la démarche qu'illustre par exemple G. Levi dans son livre, *Le Pouvoir au village*. Dans un cadre restreint, il recourt à une technique intensive en collectant « tous les événements biographiques de tous les habitants du village de Santena qui ont laissé une trace documentaire » pendant une cinquantaine d'années à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle. Le projet est de faire apparaître, derrière la tendance générale la plus visible, les stratégies sociales développées par les différents acteurs en fonction de leur position et de leurs ressources respectives, individuelles, familiales, de groupe, etc. Il est vrai que, « à la longue, toutes les stratégies personnelles et familiales tendent, peut-être, à apparaître émoussées pour se fondre dans un résultat commun d'équilibre relatif. Mais la participation de chacun à l'histoire générale, à la formation et à la modification des structures portantes de la réalité sociale, ne peut être évaluée seulement sur la base des résultats perceptibles : au cours de la vie de chacun, d'une manière cyclique, naissent des problèmes, des incertitudes, des choix, une politique de la vie quotidienne qui a son centre dans l'utilisation stratégique des règles sociales¹² ». Sur un site géographiquement proche, mais historiquement et historiographiquement fort éloigné, c'est la même démarche qui est proposée par M. Gribaudo pour l'étude de la formation de la classe ouvrière à Turin au début du XX^e siècle¹³. Là où

11. *Ibid.*, p. 134.

12. G. Levi, *Le Pouvoir au village...*, p. 12.

13. Maurizio Gribaudo, *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1987.

l'on insistait essentiellement sur une communauté d'expériences (immigration urbaine, travail, lutte sociale, conscience politique, etc.) qui fonderait l'unité, l'identité et la conscience de la classe ouvrière, l'auteur s'est astreint à suivre des itinéraires individuels qui font apparaître la multiplicité des expériences, la pluralité de leurs contextes de référence, les contradictions internes et externes dont elles sont porteuses. Il les reconstruit à travers les parcours géographiques et professionnels, les comportements démographiques, les stratégies relationnelles qui accompagnent le passage de la campagne à la ville et à l'usine. Après beaucoup d'autres, Gribaudi était parti de l'idée d'une culture ouvrière homogène ou, en tout cas, homogénéisant les comportements. En cours de route (et en particulier en recueillant des témoignages oraux sur le passé familial des protagonistes de l'histoire qu'il étudiait), il a découvert la diversité des formes d'entrée et de vie dans la condition ouvrière :

« Il s'agissait de voir à travers quels éléments chacune des familles de l'échantillon avait négocié son propre parcours et sa propre identité sociale ; quels mécanismes avaient déterminé la fluidité des uns et la stagnation des autres ; à travers quelles modalités s'étaient modifiées, souvent drastiquement, les orientations et les stratégies de chaque individu. En d'autres termes, et en posant le problème du point de vue de la condition ouvrière, cela signifiait enquêter sur les différents matériaux avec lesquels s'étaient construites les diverses expériences et physionomies ouvrières et éclairer ainsi les dynamiques qui en avaient permis les agrégations comme les désagrégations¹⁴. »

On le voit, l'approche micro-historique se propose d'enrichir l'analyse sociale en en rendant les variables plus nombreuses, plus complexes, plus mobiles aussi. Mais cet individualisme méthodologique a des limites puisque c'est bien d'un ensemble social – ou, mieux, d'une expérience collective – qu'il faut toujours chercher à définir les règles de constitution et de fonctionnement.

5. Dans sa version « classique », l'histoire sociale s'est très majoritairement conçue comme une histoire des entités sociales : la communauté de résidence (village, paroisse, ville, quartier, etc.), le groupe professionnel, l'ordre, la classe. De ces entités, on pouvait certes discuter les contours et, plus encore, la cohérence et la signification socio-historique, mais on ne les remettait pas fondamentalement en cause¹⁵. D'où l'impression, en parcourant l'énorme capital de connaissances accumulé pendant trente ou quarante ans, d'une

14. *Ibid.*, p. 25 ; à nouveau, les références invoquées par l'auteur renvoient à l'anthropologie anglo-saxonne : à F. Barth, déjà cité, et aux analyses interactionnistes plus largement.

15. Rappelons, pour mémoire, le débat ouvert dans les années 1950 par E. Labrousse autour du projet d'une histoire comparée des bourgeoisies européennes, ou encore la discussion, aujourd'hui bien vieillie, entre E. Labrousse et R. Mousnier sur « ordres et classes » dans les années 1960.

sorte de déjà vu et d'inertie classificatoire. D'un site à l'autre, les distributions varient, cela va de soi, mais les personnages de la pièce, eux, ne changent guère. Il faudra un jour s'interroger sur les raisons, vraisemblablement multiples, qui peuvent expliquer ce glissement vers la sociographie descriptive. Il a été assez fort en tout cas pour ralentir durablement en France l'influence d'un livre comme celui d'E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class* (publié en 1963, mais traduit en français en 1988 seulement), qui s'interdisait de partir d'une définition préconstruite (ou supposée acquise) de la classe ouvrière pour insister sur les mécanismes de sa formation¹⁶. C'est tardivement, à partir de démarches d'abord isolées¹⁷, que la conviction s'est peu à peu imposée que l'analyse ne pouvait être seulement menée en termes de distributions, et ce pour deux raisons principales qui doivent être distinguées même si elles interfèrent en partie. La première renvoie au problème, depuis longtemps posé, de la nature des critères de classification sur lesquels sont fondées les taxinomies historiennes; la seconde, à l'accent mis bien plus récemment par l'historiographie sur le rôle des phénomènes d'interrelations dans la production de la société¹⁸.

Dans l'un et l'autre cas, le choix d'une optique micro-historique a une importance décisive. S'agissant de la nature des catégories d'analyse du social, c'est à coup sûr au niveau local que le décalage entre catégories générales (ou exogènes) et catégories endogènes est le plus marqué. Reconnu depuis longtemps, le problème a été rendu plus sensible ces dernières années par l'influence de problématiques anthropologiques (en particulier de l'anthropologie culturelle américaine), qui s'est exercée préférentiellement sur des analyses locales. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail des solutions esquissées. Retenons au moins que le bilan de cette révision nécessaire (et qui n'est d'ailleurs pas achevée) est ambigu. Elle a, certes, rendu possible un retour critique sur l'utilisation de critères et de découpages dont la pertinence semblait trop souvent aller de soi; elle tend, à l'inverse, à encourager un relativisme de type culturaliste qui est l'un des effets tendanciels du « geertzisme » en histoire sociale.

La seconde direction de recherche, celle qui invite à reformuler l'analyse socio-historique en terme de procès, suggère une issue à ce débat. Elle pose qu'il ne suffit pas que l'historien reprenne à son compte le langage des acteurs qu'il étudie, mais qu'il en fasse l'indice d'un travail à la fois plus ample

16. Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard/Éd. du Seuil, 1988 (1^{re} éd. Londres, 1963). Rappelons que l'étude de Thompson s'inscrit, elle, dans une perspective macro-sociale.

17. Citons, par exemple, la thèse de Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève : France 1871-1890*, Paris, Université de Paris-I, 1971 / Lille, Université de Lille-III, Service de reproduction des thèses, 1975, 2 vol.; de Jean-Claude Perrot, *Genèse d'une ville moderne...*; ou, du côté de la sociologie, l'étude de Luc Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éd. de Minuit, 1982.

18. On trouvera une présentation de ces débats dans l'introduction du livre de Simona Cerutti, *La Ville et les Métiers. Naissance d'un langage corporatif (Turin, 17^e-18^e siècle)*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1990, p. 7-23.

et plus profond : celui de la construction d'identités sociales plurielles et plastiques qui s'opère à travers un réseau serré de relations (de concurrence, de solidarité, d'alliance, etc.). La complexité des opérations d'analyse requises par ce type de démarche impose de fait un rétrécissement du champ d'observation. Mais les micro-historiens ne se contentent pas d'enregistrer cette contrainte factuelle ; ils la transforment en principe épistémologique puisque c'est à partir des comportements des individus qu'ils tentent de reconstruire les modalités d'agrégation (ou de désagrégation) sociale. Le récent travail de Simona Cerutti sur les métiers et les corporations turinois aux XVII^e et XVIII^e siècles peut ici servir d'exemple. Aucune historiographie n'est sans doute plus spontanément organiciste que celle des métiers et des associations de métiers : il s'agirait là de communautés évidentes, fonctionnelles, et qui sont supposées si puissamment intégratrices qu'elles en deviendraient quasi naturelles dans la société urbaine d'Ancien Régime. Le pari méthodologique de S. Cerutti consiste à révoquer ces certitudes et à montrer, à partir du jeu des stratégies individuelles et familiales et de leurs interactions, que les identités professionnelles et leurs traductions institutionnelles, loin d'être acquises, font l'objet d'un constant travail d'élaboration et de redéfinition. Loin de l'image consensuelle et, en gros, stable que donnaient les descriptions traditionnelles du monde des métiers, tout est affaire de conflits, de négociations, de transactions provisoires ; mais, à l'inverse, les stratégies personnelles ou familiales ne sont pas purement instrumentales : elles sont socialisées en ce qu'elles sont inséparables de représentations de l'espace relationnel urbain, des ressources qu'il offre et des contraintes qu'il impose, à partir desquelles les acteurs sociaux s'orientent et font leurs choix. Il s'agit donc de dé-naturaliser – ou tout au moins de dé-banaliser – les mécanismes d'agrégation et d'association en insistant sur les modalités relationnelles qui les rendent possibles, en repérant les médiations existant entre « la rationalité individuelle et l'identité collective ¹⁹ ».

Le déplacement qu'impliquent ces choix est probablement plus sensible aux historiens qu'il ne l'est aux anthropologues parce que l'histoire des problématiques et des démarches est asymétrique entre les deux disciplines ²⁰. Il me semble être porteur de plusieurs redéfinitions dont l'importance n'est pas négligeable :

- Redéfinition des présupposés de l'analyse socio-historique, dont on vient d'évoquer les traits majeurs. À la mise en œuvre de systèmes classificatoires

19. *Ibid.*, p. 14.

20. Même si un travail comme celui de Marc Abélès sur les formes et les enjeux de la politique locale dans la France contemporaine (*Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, O. Jacob, 1989) reprend à son compte – et sans concertation préalable – la plupart des thèmes et certaines des formulations proposés, au même moment, par les micro-historiens. Il resterait à marquer la position d'Abélès dans le débat en anthropologie et à analyser la réception de son livre dans son propre milieu professionnel.

fondés sur les critères explicites (généraux ou locaux), la micro-analyse substitue une prise en compte des comportements à travers lesquels les identités collectives se constituent et se déforment. Cela n'implique pas que l'on ignore ni que l'on néglige les propriétés « objectives » de la population étudiée, mais qu'on les traite comme des ressources différentielles dont l'importance et la signification doivent être évaluées dans les usages sociaux dont elles font l'objet – c'est-à-dire dans leur actualisation.

• Redéfinition de la notion de stratégie sociale. L'historien, contrairement à l'anthropologue ou au sociologue, travaille sur le fait accompli – sur « ce qui a effectivement eu lieu » – et qui par définition n'est pas répétable. Il est exceptionnel que les sources présentent d'elles-mêmes les alternatives, à plus forte raison les incertitudes auxquelles ont été confrontés les acteurs sociaux du passé. Il s'ensuit un recours fréquent et ambigu à la notion de stratégie : elle sert souvent à relayer une hypothèse fonctionnaliste générale (et qui demeure normalement implicite) ; elle sert parfois à qualifier, de façon plus prosaïque, les comportements des acteurs individuels ou collectifs qui ont réussi (et qui sont généralement ceux que nous connaissons le mieux). À cet égard, le parti résolument antifonctionnaliste adopté par les micro-historiens est lourd de significations. En prenant en compte dans leurs analyses une pluralité de destins particuliers, ils cherchent à reconstituer un espace des possibles – en fonction des ressources propres à chaque individu ou à chaque groupe à l'intérieur d'une configuration donnée. G. Levi est sans doute celui qui est allé le plus loin en ce sens en réintroduisant des notions comme celles d'échec, d'incertitude et de rationalité limitée dans son étude des stratégies familiales paysannes développées autour du marché de la terre au XVII^e siècle²¹.

• Redéfinition de la notion de contexte. Celle-ci a souvent fait l'objet d'un usage commode et paresseux dans les sciences sociales et, en particulier, en histoire. Usage rhétorique : le contexte, souvent présenté au début de l'étude, y produit un effet de réel autour de l'objet de la recherche. Usage argumentatif : le contexte présente les conditions générales au sein desquelles une réalité particulière trouve sa place, même si l'on ne va pas toujours au-delà d'une simple mise en regard des deux niveaux d'observation. Usage interprétatif, plus rarement : du contexte, on tire parfois les raisons générales qui permettraient de rendre compte de situations particulières. Une bonne part de l'historiographie des vingt dernières années a, bien au-delà de la micro-histoire, manifesté son insatisfaction devant ces divers usages et tenté de reconstruire, selon des modalités diverses, les articulations du texte au contexte. L'originalité de la démarche micro-historique paraît être de refuser l'évidence qui sous-tend tous les usages que l'on vient d'évoquer : à savoir qu'il

21. G. Levi, *Le Pouvoir au village...*, chap. 2.

existerait un contexte unifié, homogène, à l'intérieur duquel et en fonction duquel les acteurs détermineraient leurs choix. Ce refus peut être entendu de deux façons complémentaires : comme un rappel de la multiplicité des expériences et des représentations sociales, en partie contradictoires, en tout cas ambiguës, à travers lesquelles les hommes construisent le monde et leurs actions (et c'est l'axe de la critique formulée par Levi à l'encontre de Geertz²²) ; mais aussi, dans l'analyse, comme une invitation à inverser la démarche la plus habituelle à l'historien, celle qui consiste à partir d'un contexte global pour situer et interpréter son texte. Ce qui est proposé est, au contraire, de constituer la pluralité des contextes qui sont nécessaires à la compréhension des comportements observés. On retrouve bien entendu à ce point le problème des échelles d'observation. Il fait, me semble-t-il, l'objet d'une révision drastique.

• À la hiérarchie des niveaux d'observation, les historiens réfèrent instinctivement une hiérarchie des enjeux historiques : pour exprimer les choses trivialement, à l'échelle de la nation, on fait de l'histoire nationale ; à l'échelle locale, de l'histoire locale (ce qui, en soi, n'engage pas nécessairement une hiérarchie d'importance, en particulier du point de vue de l'histoire sociale). Saisie au ras du sol, l'histoire d'un ensemble social se disperse, en apparence, en une myriade d'événements minuscules, difficiles à organiser. La conception traditionnelle de la monographie cherche à le faire en se donnant pour tâche la vérification locale d'hypothèses et de résultats généraux. Le travail de contextualisation multiple pratiqué par les micro-historiens part de prémisses très différentes. Il pose, en premier lieu, que chaque acteur historique participe, de façon proche ou lointaine, à des processus – et donc s'inscrit dans des contextes – de dimensions et de niveaux variables, du plus local au plus global. Il n'existe donc pas d'hiatus, moins encore d'opposition entre histoire locale et histoire globale. Ce que l'expérience d'un individu, d'un groupe, d'un espace permet de saisir, c'est une modulation particulière de l'histoire globale. Particulière et originale car ce que le point de vue micro-historique offre à l'observation, ce n'est pas une version atténuée, ou partielle, ou mutilée de réalités macro-sociales : c'en est, et c'est le second point, une version différente.

6. Soit un exemple, qui a retenu l'attention de plusieurs des micro-historiens. On peut analyser la dynamique d'un macro-processus comme l'affirmation de l'État moderne en Europe, entre xv^e et xix^e siècle, en des termes très différents. Longtemps, les historiens se sont surtout intéressés à ceux qui, de façon visible, avaient fait l'histoire. Puis, sur la lancée des grands théoriciens du

22. G. Levi, « On Microhistory », p. 202 ; cf. aussi « I pericoli del geertzismo », *Quaderni storici*, 58, 1985, p. 269-277.

xix^e siècle, ils ont découvert l'importance des évolutions massives et anonymes. La conviction s'est imposée très largement parmi eux qu'il n'est de véritable histoire que du collectif et du nombreux. Cette mutation peut expliquer que les incarnations historiques du pouvoir se soient substantiellement transformées à leurs yeux. Dans les années 1880, on traitait extensivement de la politique de Richelieu et de l'impérieuse remise en ordre politique, administrative, religieuse, fiscale, culturelle qu'elle a imposée dans la France du premier xvii^e siècle. Aujourd'hui, on parle plus volontiers de l'affirmation impersonnelle de l'État absolutiste telle qu'elle s'inscrit imparablement dans la longue durée, entre xiv^e et xviii^e siècle ; on évoque, après Max Weber, le lent processus de rationalisation qui a affecté les sociétés occidentales ; on cite, après Norbert Elias, le double monopole sur le fisc et sur la violence qu'a acquis, entre Moyen Âge et modernité, la monarchie française ; on suit, avec Kantorowicz, l'émancipation d'une instance laïcisée au cœur même de la chrétienté médiévale. Toutes ces lectures (et d'autres encore) sont précieuses et elles sont souvent convaincantes. Elles ont considérablement enrichi notre intelligence du passé. Toutes ou presque – il faudrait mettre à part, ici, le cas d'Elias – ont pourtant en commun d'accepter comme telle l'existence de macro-phénomènes dont l'efficacité irait de soi. Ce que l'on attribuait autrefois à la majesté, au prestige, à l'autorité, au talent d'un personnage singulier, on le situe encore plus aisément aujourd'hui dans la logique des grands agencements anonymes qu'on appelle commodément l'État, la modernisation, les formes du progrès – mais aussi, de façon plus sectorielle, des phénomènes classiques comme la guerre, la diffusion de la culture écrite, l'industrialisation, l'urbanisation, parmi beaucoup d'autres encore.

Ces phénomènes sont extraordinairement complexes, on le sait, au point qu'il est le plus souvent impossible aux historiens d'en marquer les limites. Où s'arrête la sphère de l'État, où les effets induits par le travail et la production industriels, où ceux dont le livre est porteur ? Lorsqu'on les décrit, on peut donc hésiter sur leur morphologie, sur la description de leur articulation interne. Mais il est frappant de noter que leur efficacité, au moins tendancielle, n'est presque jamais mise en doute. Les « machines » du pouvoir ne s'autorisent que d'elles-mêmes et elles sont efficaces précisément parce qu'elles sont des machines. (Il serait plus juste de dire : elles ne sont efficaces aux yeux des historiens que parce qu'ils les imaginent comme des machines.) On tend donc à chercher dans la régulation de la machine elle-même l'explication de ses performances, en reprenant naïvement à son compte une idéologie de la rationalisation et de la modernisation qui appartient au système que l'on s'est donné pour tâche d'étudier. Au mieux cherche-t-on à identifier ceux qui paraissent s'être mis en travers de ces grandes transformations, qui se sont employés à les dénoncer et à les bloquer au nom de valeurs sociales alternatives. Ce n'est sans doute pas un hasard si la même génération intellectuelle qui, voici vingt ans, solennisait les appareils du pouvoir est aussi celle qui s'est le plus enthousiasmée pour les marginaux, les refusés, les alternatifs

Ce livre est né d'une réflexion à plusieurs voix. Il part d'un constat qui, peu à peu, a fini par s'imposer : les paradigmes classiques dans lesquels s'inscrivaient, dans leur diversité, les analyses du social sont aujourd'hui en crise. Le diagnostic peut s'entendre de deux manières au moins. Il enregistre, en premier lieu, l'usure des modèles globaux d'intelligibilité sur lesquels les sciences sociales avaient vécu depuis la fin du XIX^e siècle. Il exprime, d'autre part, des demandes inédites : ainsi, du côté des historiens, celle d'une attention plus exigeante à la constitution et à la transformation des identités collectives ; du côté des anthropologues et des sociologues, celle d'une prise en compte de l'historicité des configurations sociales ; de tous ensemble, le souci d'un retour à l'expérimentation dans l'analyse.

C'est précisément sous le signe de l'expérimentation que veut se placer cet ouvrage, qui est né d'un séminaire à l'École des hautes études en sciences sociales. Il poursuit une réflexion sur les échelles d'observation qu'a amorcée depuis quelques années la micro-histoire, avec ses intuitions, ses réalisations, ses tensions. Le petit est-il meilleur à penser que le grand, le détail que l'ensemble, le local que le global ? Quels gains procure, avec quels effets et quelles apories, l'étude intensive d'objets très limités ?

Il ne s'agit point ici de proposer une solution clé en main, mais bien plutôt de s'interroger de façon ouverte sur les dimensions pertinentes de l'objet de connaissance et sur les niveaux d'analyse les plus propres à rendre raison de la construction du social. Que se passe-t-il en effet si, par hypothèse, on modifie les conditions de l'observation et de l'analyse qu'elle rend possible ? Choix de l'objet, échelles d'observation, variations d'échelle, exception et généralisation sont autant de thèmes parcourus qui ouvrent à une discussion sur les modalités du raisonnement dans les sciences sociales et sur les formes de sa mise en récit.



Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

